

**COMITÉ CONSULTATIF
DE LA LÉGISLATION
ET DE LA RÉGLEMENTATION
FINANCIÈRES**

—
SECRETARIAT GENERAL

ORDRE DU JOUR

—
**SÉANCE 182
13 octobre 2015**

1. Points d'ordre général

1.1.1) Approbation du procès-verbal de la séance du 8 juillet 2015

2. Textes présentés pour avis

2.1. Projets de règlement ou de directive communautaires et projets de loi

2.1.1) *Retiré*

2.2. Autres projets de texte

2.2.1) Projet d'ordonnance pris en application de l'article 27 de la loi n° 2014-1662 du 30 décembre 2014 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière

2.2.2) Projet de décret relatif aux modalités de communication par la Banque de France de données relatives à la situation financière des entreprises (application de l'article 169 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques)

2.2.3) Projet de décret portant modification de l'article R. 518-61 du code monétaire et financier

2.2.4) Projet de décret relatif aux conditions de désignation des médiateurs d'entreprise

2.2.5) Projet de décret relatif aux conditions d'exercice par le bénéficiaire de l'option de remise de titres ou parts lors du règlement d'un contrat d'assurance-vie

2.2.6) Projet d'arrêté fixant le montant de la contribution des assurés au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions

2.2.7) Projet d'arrêté fixant un modèle d'attestation d'assurance comprenant des mentions minimales prévu par l'article L. 243-2 du code des assurances

ORDRE DU JOUR COMPLEMENTAIRE

Autres projets de texte

A – Arrêté relatif à la mise en œuvre de la garantie des dépôts, au plafond d'indemnisation et aux modalités d'application de l'article L. 312-4-1 du code monétaire et financier

B – Arrêté relatif aux ressources financières du fonds de garantie des dépôts et de résolution

C – Arrêté relatif à l'information des déposants sur la garantie des dépôts

D – Arrêté pris pour l'application du 4° de l'article L. 312-16 du code monétaire et financier

E – Arrêté pris pour l'application du 6° de l'article L. 312-16 du code monétaire et financier
